L'émergence du Québec en tant qu'acteur de la francophonie : une révolution tranquille ou difficile ?

Gwénael Lamarque

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfiles/520>

DOI : 10.4000/dhfiles.520

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 297-310

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Gwénael Lamarque, « L'émergence du Québec en tant qu'acteur de la francophonie : une révolution tranquille ou difficile ? », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 40/41 | 2008, mis en ligne le 18 décembre 2010, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfiles/520> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfiles.520>

Ce document a été généré automatiquement le 27 mai 2021.

© SIHFLES

L'émergence du Québec en tant qu'acteur de la francophonie : une révolution tranquille ou difficile ?

Gwénael Lamarque

- 1 L'émergence du domaine et du monde francophones – pour reprendre *in extenso* les termes mêmes de l'intitulé de ce colloque – est historiquement liée au processus de décolonisation des années 1960. À cette époque, l'ancien empire colonial français fait effectivement place, même si elle met du temps à s'organiser en tant que telle, à une communauté internationale de langue et de culture. À peu près au même moment, le Québec fait son entrée sur la scène internationale venant ainsi parachever la physionomie de ce que l'on appelle depuis peu la *franco-sphère*.
- 2 Cette double émergence induit des changements considérables tant en matière de relations diplomatiques que de gouvernance. Son caractère à la fois proche et éloigné dans le temps en fait un objet d'étude en vogue. Pour ce qui est du Québec, les ouvrages et les colloques portant sur ses relations internationales ne font que se succéder à un rythme effréné depuis quelques années. En proposer une anthologie complète serait en soi difficile, mais on peut citer parmi les rencontres scientifiques les plus marquantes, celle des 16 et 18 mars 2005 à l'UQAM (Montréal) sur « les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie » ; celle du 20 mai 2005 toujours à Montréal sur « les influences et les héritages des années 1960 au Québec » ; ou enfin plus proches de nous, celle des 8, 9 et 10 mai 2007 à l'université de Trois-Rivières sur « les relations internationales du Québec dans tous leurs états ». À chaque fois, ces conférences ont montré l'intérêt que suscite un tel sujet mais aussi l'ampleur des débats historiographiques naissants.
- 3 Parmi effectivement les États non souverains que sont la Catalogne, les Länder allemands, l'Écosse et la Belgique francophone, il est difficile d'en trouver un qui ait développé ses relations internationales autant que le Québec. La province entretient entre autre deux relations privilégiées ; l'une est composée de liens étroits avec la France, l'autre, est celle, pragmatique et commerciale, avec les États-Unis. De plus les

Québécois sont particulièrement présents dans toutes les institutions de la francophonie et jouent même un rôle moteur dans leur création (cf. AUF). Ce « miracle » s'est réalisé au cours des quarante dernières années, car si le Québec connaît bien un embryon de diplomatie « nationale » à la fin du XIX^e siècle avec l'ouverture de bureaux à Londres, Paris et New York, il faut vraiment attendre le début des années 1960 pour la voir émerger réellement.

- 4 Véritable révolution tranquille dans les relations internationales, plus précisément à l'intérieur du monde francophone, il est légitime de se demander si cette émergence du Québec sur la scène diplomatique n'a pas été en réalité un parcours beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît. Cette communication se propose donc de retracer la mise en place graduelle de cette politique diplomatique dans les années 1960 et le début des années 1970, en mettant l'accent sur ses antécédents, mais aussi sur ses postérités.

L'affirmation du Québec sur la scène internationale : les enjeux d'une question d'abord intérieure

- 5 S'il y a affirmation puis ensuite avènement du Québec sur la scène internationale, cela présuppose *de facto* qu'antérieurement la *Belle Province* s'est avérée relativement absente de la vie diplomatique. Il est donc utile de replacer cette affirmation dans son contexte historique, pour ne pas dire politique, en n'oubliant pas de souligner les difficultés constitutionnelles qu'elle induit.
- 6 L'affirmation du Québec sur le plan international remonte au début des années 1960. Sortant de ce que l'on a appelé l'ère duplessiste, le Québec connaît à cette époque de profonds bouleversements politiques. De 1936 à 1960, Maurice Duplessis¹ et son parti (l'Union nationale), adeptes d'un nationalisme traditionaliste et plutôt ruraliste, dirigent en effet presque sans discontinuer la *Belle Province*. Réputée par l'historiographie contemporaine pour être une époque de « grande noirceur », les élections de juin 1960 mettent fin à ce règne long d'une trentaine d'années en enregistrant la victoire du Parti Libéral et de son leader : Jean Lesage². Les libéraux ont fait campagne autour de deux slogans majeurs. Le premier est sans équivoque : « il est temps que ça change ! ». Comme son nom l'indique, le gouvernement Lesage met en branle une vigoureuse politique de réformes structurelles dans tous les domaines³. Sans trop s'appesantir sur le sujet, c'est à ce moment que le Québec prend le contrôle de ses institutions sociales (hôpitaux, écoles, universités, etc.) alors aux mains de l'Église catholique ; c'est aussi à ce moment que l'assurance maladie est créée et que le code civil est enfin amendé pour que le divorce soit reconnu et la femme émancipée. Le second slogan de la campagne – et peut-être le plus marquant – est : « Maître chez nous ». À travers lui, il s'agit de donner au Québec les moyens de son autonomie financière, énergétique et pourquoi pas politique. C'est par exemple ainsi qu'il faut comprendre la nationalisation des sociétés privées de production et de distribution d'électricité, et leur fusion dans l'entreprise publique Hydro-Québec ; mais aussi la création, dans un tout autre domaine, du ministère des Affaires culturelles en 1961. La volonté d'être « maître d'œuvre » dans les relations internationales découle tout naturellement de ce slogan. Si les Québécois deviennent effectivement maîtres chez eux, pourquoi ne gèreraient-ils pas leurs propres affaires diplomatiques ? Prolongement d'un slogan, cette volonté est aussi la continuité de l'ouverture souhaitée

par Jean Lesage dans la société, qui tend à faire passer le Québec d'une province relativement fermée sur elle-même à un État moderne.

- 7 Cette nouvelle volonté dans l'histoire du Québec, qui se matérialise dans les faits très rapidement après l'élection de juin 1960, n'est pas sans poser d'importants problèmes juridiques et constitutionnels sur fond de polémique entre le fédéral et le provincial. Rappelons en effet que le Québec appartient, historiquement depuis 1763 et juridiquement depuis 1867, à la confédération canadienne, ce qui implique une répartition des prérogatives entre l'échelon fédéral et celui des provinces. Dans les années 1960 deux textes importants organisent ainsi les pouvoirs. Le premier est *l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique*, promulgué par le Parlement anglais en mars 1867, qui crée en tant que tel le dominion du Canada. Or cette loi constitutionnelle aborde à peine la question des relations internationales, les articles 91 et 92 portant en effet sur la distribution des pouvoirs n'assignent pas explicitement la responsabilité des affaires diplomatiques au fédéral ou au provincial. L'article 132, qui y fait allusion en ce qui concerne les traités impériaux, demeure lui aussi relativement flou, puisque s'il évoque le rôle du Gouvernement et du Parlement canadien en la matière, c'est « pour remplir envers les pays étrangers [...] les obligations du Canada et d'aucune de ses provinces ». La pratique constitutionnelle et la bienveillance britannique vont cependant laisser largement la place au gouvernement fédéral, qui progressivement participe aux côtés de l'Angleterre à plusieurs tractations internationales (traité de Washington en 1871, traité de Versailles en 1919, etc.). Le statut de Westminster entériné le 11 décembre 1931 reconnaît quant à lui officiellement l'indépendance du Canada (mais aussi d'autres dominions) et donc le droit de passer des accords internationaux. Or, là encore dans sa version canadienne, « rien n'indique dans le texte que le gouvernement fédéral ait la capacité de mettre en œuvre des traités qu'il conclut dans le champ de compétence des provinces »⁴. Si l'article 3 parle effectivement « des lois à portée extraterritoriales » que peut faire le Parlement, il n'empêche nullement les provinces d'avoir dans la pratique une activité diplomatique. Par ailleurs, à la demande de l'Ontario, un jugement du comité judiciaire du Conseil privé de Londres (ancêtre de la Cour suprême du Canada) en date de 1937 décide que les provinces peuvent intervenir sur le plan international dans le domaine de leur compétence respective. Il existe donc juridiquement une faille dans la définition de ce *jus tractatum* à l'échelle de la confédération canadienne et c'est dans cette brèche que vont s'engouffrer les libéraux de Jean Lesage.
- 8 Le Premier ministre québécois peut compter sur l'appui de deux éminents juristes. Tout d'abord le professeur de droit, André Patry⁵, spécialiste de droit international, qui devient le conseiller personnel de Jean Lesage et qui est dans l'ombre l'architecte des premières « ententes » avec la France. Soucieux d'approfondir mais surtout de légitimer les relations internationales de la Belle Province, il propose à Paul Gérin-Lajoie⁶, alors ministre de l'Éducation et vice-président du Conseil des ministres, d'organiser une rencontre avec les représentants consulaires d'une cinquantaine de pays afin de leur faire officiellement part du souhait de voir le Québec s'affirmer sur la scène internationale. Paul Gérin-Lajoie, qui est aussi juriste de formation (avocat), accepte l'idée et charge André Patry de préparer cette réunion. C'est ainsi que le 12 avril 1965, le vice-président du Conseil des ministres prononce un discours historique devant les représentants des nations étrangères, où il affirme pour la première fois que le Québec entend être un nouvel acteur des relations diplomatiques. Cette déclaration plus connue sous le nom de la *Doctrine Gérin-Lajoie* fixe ainsi les jalons juridiques et politiques de la diplomatie québécoise. Reprenant à son compte les vides juridiques des

textes fondateurs de la confédération canadienne préalablement mentionnés, il en conclut que l'exercice des compétences internationales n'est aucunement l'exclusivité du fédéral, ce qui ouvre *de facto* la voie à l'implication des provinces en la matière. Il défend ardemment l'idée que le Québec peut être maître d'œuvre « dans tous les domaines qui sont complètement ou partiellement de sa compétence », les relations internationales étant seulement un moyen de les prolonger et de les approfondir. À côté de cette nouvelle revendication, le discours de Paul Gérin-Lajoie revêt à plus d'un titre des allures nationalistes, puisqu'il reconnaît sans détour que « le Québec forme un État [...] qui est l'expression politique d'un peuple qui se distingue à nombre d'égards des communautés anglophones habitant l'Amérique du Nord » et souhaite par ailleurs une vraie réforme constitutionnelle puisque « les Québécois se sentent à l'étroit à l'intérieur des cadres constitutionnels vieux de cent ans ». Entérinée par Jean Lesage la conception du prolongement extérieur des champs de compétences internes du Québec devient « la » référence de son implication internationale présente et à venir.

- 9 On le voit bien, contrairement aux nouveaux pays africains bénéficiant d'une souveraineté immédiate après leur décolonisation, l'affirmation du Québec sur la scène internationale est d'abord une affaire intérieure. À travers elle se joue la rivalité entre deux pouvoirs de plus en plus concurrents : le fédéral *versus* le provincial. Si la *Doctrine Gérin-Lajoie* consacre d'une certaine manière la naissance juridique de la diplomatie québécoise, elle inaugure aussi avec Ottawa une série de tensions qui ne se démentent pas au cours des années suivantes. Les multiples péripéties protocolaires liées par exemple aux préséances consulaires ou à la place du drapeau québécois par rapport à celui de la confédération sont là pour en témoigner ... ce sont les difficultés « d'un ménage à trois » selon la très juste expression de Sylvie Guillaume dans un ouvrage⁷ du même nom.

L'avènement du Québec en tant qu'acteur des relations internationales : les enjeux pour le monde francophone

- 10 Si la *Doctrine Gérin-Lajoie* donne un fondement juridique aux relations internationales du Québec, il faut noter qu'elle ne les précède nullement, mais qu'elle se contente plutôt de théoriser une situation de fait. La pratique a ainsi dans ce cas très précis devancé sa conceptualisation.
- 11 L'émergence du Québec sur la scène internationale est très étroitement liée au soutien constant que la France gaullienne sait lui apporter dans ce domaine. Le général De Gaulle voit en effet dans le Québec un interlocuteur privilégié en Amérique. Il nourrit d'ailleurs une certaine affection teintée de nostalgie envers les Québécois :
Il n'y a pas de temps écoulé qui ait pu effacer de l'esprit et du cœur de la France la pensée nostalgique de ses enfants qu'elle a laissés là-bas il y a bientôt deux cents ans. Nous croyons que l'équilibre général du monde ne peut que gagner à la présence et à l'expansion, sur le sol du Nouveau Continent, d'une entité française de souche, de culture et d'activité⁸.
- 12 Alain Peyrefitte dans l'un de ses livres⁹ revient abondamment sur les raisons qui ont poussé le président français à soutenir aussi activement la *Belle Province*. Outre bien entendu le facteur émotionnel très présent dans la personnalité de Charles De Gaulle, il évoque à la fois des préoccupations culturelles – « le risque de voir se créoliser le

français d'Amérique » – et des raisons stratégiques : « réveiller le fait français dans le monde pour faire équilibre des Anglo-Saxons ». Dès l'arrivée au pouvoir des libéraux, les échanges et les contacts commencent ainsi à s'intensifier entre les deux pays. Jean Lesage envoie en France dès l'automne 1960 son émissaire spécial, Georges-Émile Lapalme, futur ministre des Affaires culturelles (mars 1961) pour mettre en place avec André Malraux la première *Maison du Québec* à Paris. L'année suivante le Premier ministre québécois en personne se rend en France pour l'inaugurer et il est reçu en grande pompe à l'Élysée lors d'un déplacement qui s'apparente plutôt à une visite d'État. S'ensuit alors au cours de la décennie 1961-1971 plus d'une vingtaine de déplacements officiels des autorités aussi bien québécoises que françaises, dont le plus célèbre reste sans nul doute le voyage de Charles De Gaulle à Montréal en juillet 1967, où il prononce les quatre mots historiques – « Vive le Québec libre ! » – qui révèlent à la face du monde les nouvelles prétentions de la *Belle Province* et qui ont pour conséquence directe de littéralement dynamiser le nationalisme québécois. Très nettement donc le général De Gaulle fait le choix d'appuyer le Québec dans ses démarches internationales et ce malgré l'hostilité croissante du gouvernement fédéral, qui voit dans ces prétentions les prémices d'une accession à la souveraineté. La première « entente » franco-québécoise dans le domaine de l'éducation est ainsi signée le 27 février 1965 par Christian Fouchet et Paul Gérin-Lajoie au titre tous les deux de ministre de l'Éducation. Seule la fermeté de l'Élysée permet la signature de ce premier accord bilatéral tant les pressions d'Ottawa pour être associé aux négociations sont fortes. C'est encore la France qui impose le Québec dans certaines organisations internationales prioritairement francophones. Ainsi, Alain Peyrefitte, succédant à Christian Fouchet en tant que ministre de l'Éducation nationale, propose aux Québécois de siéger à la Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN) de langue française, qui se réunit alors deux fois l'an et qui est à l'époque une institution essentiellement franco-africaine. La prochaine conférence se tenant à Libreville au Gabon, la diplomatie française s'ingénie à sensibiliser les autorités du pays hôte sur le cas québécois. Le plaidoyer français tient principalement en deux points : tout d'abord juridiquement le Québec jouit d'une autonomie en matière éducative, ce qui rend sa participation possible ; ensuite de par sa situation géopolitique il a besoin de l'entraide des autres pays francophones, ce qui rend sa participation souhaitable. Les autorités gabonaises approuvant ce point de vue acceptent facilement d'associer le Québec à cette conférence et scellent ainsi son entrée officielle sur la scène internationale. Ce feu vert souhaité par le général De Gaulle entraîne une crispation diplomatique avec le Canada, dont les ambassadeurs multiplient les déplacements à Paris et à Libreville pour dissuader les deux gouvernements d'inviter le Québec. Ottawa va même jusqu'à rompre ses relations diplomatiques avec le Gabon. Cependant là encore la fermeté française associée au soutien des autorités gabonaises ont raison du bras de fer. L'année suivante la conférence de Niamey, qui lance l'idée de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), première organisation de la francophonie en tant que telle, est l'objet d'un nouvel affrontement entre le gouvernement provincial et fédéral. La France interfère une nouvelle fois en faveur du Québec en créant spécialement pour lui le statut de « gouvernement participant » : un État non souverain, mais ayant des compétences dans les domaines que recouvre l'Agence (éducation, culture, innovation scientifique, recherches universitaires) se voit octroyer le droit d'y participer, sous réserve – quand même ! – d'un accord avec l'État souverain dont il fait partie. Il s'agit là

d'une application internationale de la *Doctrine Gérin-Lajoie*. Le Québécois, Jean-Marc Léger, premier secrétaire général de l'ACCT entre 1970 et 1973 a ainsi raison de penser :

Si le Québec, État semi-autonome, d'une autonomie fragile, a pu néanmoins trouver place dans le concert des pays francophones, au sein d'organisations internationales gouvernementales puis dans les « sommets », c'est essentiellement au soutien actif, persévérant de Paris, depuis trente ans, qu'il le doit. Et ce soutien a été l'œuvre d'abord du général De Gaulle qui en a fait un élément permanent de la politique étrangère française, souvent malgré les avis et recommandations du Quai d'Orsay, enclin en la matière à une grande prudence qui n'exclut d'ailleurs pas la sympathie. Qu'il se soit agi du développement des relations bilatérales et de la coopération entre la France et le Québec ou de la participation propre du Québec aux institutions francophones multilatérales, l'impulsion première est venue du général De Gaulle qui n'a pas hésité à prendre des risques pour le Québec, y compris celui de l'hostilité massive du monde anglo-américain et de l'incompréhension même d'une part de l'opinion française¹⁰.

- 13 Avec l'aide de la France, le Québec se hisse donc sur la scène internationale et se dote ainsi de ses premières structures diplomatiques. Les agents puis les délégués généraux du Québec sont les chevilles ouvrières de cette diplomatie naissante, leurs compétences étant encadrés par une loi votée dans la foulée de la victoire des libéraux au début des années 1960. Le plus souvent formés dans le cadre de l'École nationale d'administration publique (ENAP), ils agissent en tant que représentants officiels de leur province à l'étranger en revêtant ainsi de vraies fonctions consulaires. Leurs missions ne varient pas : faire connaître la culture québécoise à l'extérieur ; assurer le rayonnement économique du Québec auprès des milieux d'affaires étrangers ; coordonner les relations avec les autorités politiques du pays ; favoriser et conseiller les candidats à l'immigration ; développer enfin des partenariats technologiques et scientifiques. La décennie voit effectivement éclore plusieurs délégations générales des deux côtés de l'Atlantique à l'image de la *Maison du Québec* inaugurée à Paris en 1961. En 1962 un bureau est ainsi ouvert à Londres ; en 1965 un nouveau à Milan ; et en 1969 un autre à Chicago avec l'appui du ministère de l'Industrie et du Commerce québécois. Ce mouvement s'amplifie durant les années suivantes et bientôt le Japon, Haïti, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Panama, la Côte d'Ivoire, le Maroc, la Belgique, Monaco, l'Allemagne, la Bavière, l'Autriche, l'Italie, la Catalogne, la Syrie, la Chine, Taiwan, le Vietnam ou encore les Philippines sont dotés d'une représentation diplomatique québécoise. La création d'un ministère de tutelle, spécialement dédié aux relations internationales, ne vient là encore que plus tardivement. Il est même créé après que les libéraux de Jean Lesage aient quitté le pouvoir en avril 1967 et prend d'abord le nom de ministère des Affaires intergouvernementales (MAI) en charge de coordonner l'ensemble des relations avec les gouvernements extérieurs. Directement rattaché à l'office du Premier ministre, un poste de sous-ministre est rapidement créé et échoit à Claude Morin qui a été membre du cabinet Lesage lors de la mandature précédente, signe d'une certaine volonté de continuité dans ce domaine.
- 14 Le Québec s'attache donc au cours de ces premières années à appro-fondir ses relations internationales et prioritairement avec la France. Malgré le changement de majorité et le retour de l'*Union nationale*, nouvellement présidée par Daniel Johnston, les principales options internationales de la province sont maintenues. Alain Peyrefitte est chargé de son côté par le général De Gaulle d'une mission spéciale au Québec pour voir comment développer davantage la coopération entre les deux États. Si l'ardeur française surprend un peu le nouveau Premier ministre québécois, qui est obligé de freiner quelque peu les

ambitions de Paris, il n'en demeure pas moins que c'est à partir de ce moment que les relations franco-québécoises s'étendent dans de nombreux domaines. Le 12 septembre 1967 est ainsi signé un protocole d'accord dit Peyrefitte-Johnston qui ne compte pas moins de vingt-huit points. Parmi les clauses les plus importantes et les plus prometteuses se trouve celle lançant la création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), qui voit effectivement le jour l'année suivante, le 9 février 1968, et qui est encore à l'heure actuelle le fer de lance des échanges entre la France et le Québec. Organisme bi-gouvernemental implanté des deux côtés de l'océan, il est coprésidé par le ministre des Affaires intergouvernementales en exercice et le ministre français de la Jeunesse et des Sports. L'accord contient aussi d'autres dispositions tout aussi importantes comme des programmes d'échanges pédagogiques, d'échanges audiovisuels, de bourses pour les étudiants ou encore l'institutionnalisation de rencontres ministérielles périodiques. Parallèlement l'Élysée décide exceptionnellement de donner le droit à son consulat général à Montréal de traiter directement avec le gouvernement provincial sans automatiquement passer par les autorités fédérales. Cette décision fait suite à celle de 1966 accordant le statut d'ambassade à la délégation générale du Québec à Paris. Dans cette foulée naissent aussi deux associations sensées favoriser les échanges entre les deux peuples, *l'association France-Québec* basée en France et *l'association Québec-France* située quant à elle au Québec, qui reçoivent « chacune des subventions croisées des deux gouvernements comme l'a voulu le général De Gaulle »¹¹. À la fin des années 1960, on peut donc affirmer que les bases de la coopération franco-québécoise sur lesquelles nous vivons encore actuellement, sont solidement assises. Dans cette dynamique le Québec tente alors de nouer des relations similaires avec d'autres pays comme la Tunisie, l'Italie, la Belgique et dans une certaine mesure la Suisse. Même si tous ces pays n'y sont pas initialement hostiles, les pressions incessantes d'Ottawa les contraignent à exiger avant la signature d'une quelconque entente un accord préalable entre le provincial et le fédéral. Cette retenue de poids ralentit considérablement le développement d'une relation « directe et privilégiée » avec ces pays à l'image de celle qu'entretiennent la France et le Québec.

- 15 Si le Québec s'est ainsi affirmé au cours des années 1960 sur la scène internationale, il le doit en grande partie à l'aide du général De Gaulle. Son rayonnement international semble d'ailleurs limité à la franco-sphère, c'est-à-dire aux pays sur lesquels la France possède encore un ascendant au point d'imposer politiquement la *Belle Province*. L'émergence québécoise en matière diplomatique est donc relativement paradoxale : autant les relations franco-québécoises se développent à un rythme particulièrement soutenu et dans un nombre croissant de domaines ; autant le reste de ses relations internationales demeure relativement embryonnaire pour ne pas dire inexistant. Tout l'enjeu des décennies suivantes consistera effectivement à diversifier avec succès le panel de ses relations diplomatiques à travers le monde, car au seuil des années 1970 la province reste encore relativement isolée.
- 16 Si donc l'affirmation puis l'émergence du Québec en tant qu'acteur de la diplomatie internationale se réalise assez rapidement, grâce à l'impulsion décisive que lui donne la victoire des libéraux en 1960, elle ne se fait pas sans certaines tensions. Cette révolution tranquille appliquée à l'action internationale de la *Belle Province* n'est effectivement pas sans susciter des résistances de la part des autorités fédérales, qui perçoivent mal cette tentative d'émancipation. On se rend d'ailleurs bien compte que les revendications québécoises en la matière, avant d'être le prolongement de ses compétences internes, sont avant tout l'excroissance de ses propres revendications nationales. Elles

expliquent entre autres pourquoi le débat sur l'ouverture internationale est d'abord une question de politique intérieure canadienne. Dans sa mise en place, la diplomatie québécoise fait preuve d'un certain pragmatisme, la pratique des affaires précédant très souvent sa théorisation ou son institutionnalisation. Ainsi, la première entente franco-québécoise en matière d'éducation (février 1965) est signée avant la formulation de la *Doctrine Gérin-Lajoie* (avril 1965), et la loi organisant les délégués généraux du Québec anticipe de sept ans la création du ministère des Affaires intergouvernementales. Les sinuosités de ce processus correspondent en réalité bien à la géopolitique délicate du Québec et à sa culture profonde pétrie par la *praxis* anglo-saxonne. On retrouve des traces de la première dans la complexité affichée des relations avec le gouvernement fédéral ; et les legs de la seconde dans le pragmatisme et la finesse juridique déployés dans l'unique souci de se situer constamment sur le terrain du droit et non de l'illégalité.

- 17 Peut-on donc considérer que l'émergence internationale souhaitée par le Québec durant les années 1960 se soit avérée gagnante ? Pour répondre à cette interrogation, il suffit d'analyser la postérité des sillons tracés à cette époque. Au Québec, la *Doctrine Gérin-Lajoie* devient une référence non seulement durant toute la révolution tranquille, mais aussi pour les gouvernements qui lui succèdent. Daniel Johnston maintient ainsi en 1967 – nous l'avons souligné – les options québécoises en la matière, mais c'est aussi le cas par la suite pour les majorités à consonance soit fédéraliste soit souverainiste. Le libéral Jean Charest (fédéraliste), actuel Premier ministre du Québec déclare ainsi devant les étudiants de l'ENAP, le 25 février 2004 :

Tant les gouvernements souverainistes que les gouvernements fédéralistes ont trouvé normal et nécessaire de pousser toujours plus loin l'engagement du Québec sur la scène internationale. Cette unanimité de la classe politique québécoise autour de l'engagement international du Québec trouve sa source dans ce qu'on a appelé la doctrine Gérin-Lajoie, dont le principe demeure toujours aussi actuel aujourd'hui que lorsqu'elle a été formulée pour la première fois en 1965 par Paul Gérin-Lajoie, alors ministre du gouvernement de Jean Lesage. Lorsque le gouvernement du Québec est le seul gouvernement compétent pour appliquer un engagement international, il est normal qu'il soit celui qui prenne cet engagement. En somme, il revient au Québec d'assumer, sur le plan international, le prolongement de ses « compétences » internes. [...] En d'autres mots, ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout.

- 18 Dans une vie politique québécoise relativement divisée notamment par le clivage entre fédéralistes et souverainistes, la conduite des affaires diplomatiques relève exceptionnellement du consensus comme en France. Si certaines nuances existent notamment dans le budget alloué ou les stratégies de déploiement, les engagements du Québec restent globalement les mêmes depuis une trentaine d'années et ont tendance à s'étendre et à s'approfondir, surtout depuis la création d'un vrai ministère des Relations internationales en mars 1985. Du côté français « la relation directe et privilégiée » avec le Québec ne se dément pas, même si elle a du mal à retrouver le panache qu'elle a connu sous les années De Gaulle. La coopération entre les deux États s'accroît constamment pour toucher désormais presque tous les domaines. Les budgets de chaque côté de l'Atlantique avoisinent les deux millions de dollars canadiens par an pour ce qui est de la coopération et deux millions pour l'OFQJ, des milliers de Français et de Québécois en bénéficiant. De 1971 à 2007 plus de 150 visites officielles ont eu lieu avec un rythme particulièrement fort depuis la fin des années 1990, témoignant aussi à leur manière de la force de l'axe Paris-Québec. Sur le plan

international, la *Doctrine Gérin-Lajoie* a eu enfin une certaine résonance politique auprès de régions ou d'États non souverains souhaitant accéder à un statut proche de celui du Québec. Caterina Garcia a ainsi parfaitement montré dans un article récent¹² les influences de cette doctrine dans le cheminement des Catalans en matière diplomatique ; mais aussi dans un registre différent, Françoise Massart-Piérard¹³ l'a aussi fait pour ce qui est de la communauté francophone de Wallonie. De ce point de vue, on peut donc dire que le Québec est pionnier en la matière et devient même par la suite un modèle pour ce qu'on appelle communément la *para-diplomatie subétatique*.

NOTES

1. Black (C.), *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1999.
 2. Daignault (R.), *Lesage*, Montréal, Libre expression, 1981.
 3. Comeau (R.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*, Sillery, Presses de l'université du Québec, 1989.
 4. Paquin (S.), « Le fédéralisme et les relations internationales au Canada : l'inévitable construction d'une diplomatie à paliers multiples ? », in *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Québec, PUL, 2006.
 5. Aird (R.), *André Patry et la présence du Québec dans le monde*, Montréal, VLB, 2005.
 6. *Combat d'un révolutionnaire tranquille*, Montréal, CEC, 1989.
 7. *Paris, Québec, Ottawa, un ménage à trois*, Paris, Éditions Entente, 1987.
 8. Discours de réception à l'Élysée du Premier ministre québécois Jean Lesage, le 5 octobre 1961.
 9. *De Gaulle et le Québec*, Paris, Alain Stanké, 2000.
 10. *La Francophonie, grand dessein, grande ambiguïté*, Lasalle, Hurtubise HMH, 1987.
 11. Courrier électronique du 26/07/2007 de Claude Lizé, président national de l'association Québec-France.
 12. « La deuxième normalisation des relations extérieures des Communautés Autonomes espagnoles : le cas de la Catalogne », in *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Québec, PUL, 2006.
 13. « La Belgique, un modèle évolutif et inédit de gestion des relations internationales ? », in *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Québec, PUL, 2006.
-

RÉSUMÉS

L'émergence du domaine et du monde francophone est historiquement liée au processus de décolonisation des années 1960. À peu près au même moment, le Québec fait son entrée sur la scène internationale venant ainsi parachever la physionomie de ce que l'on appelle depuis peu la *francosphère*. Possédant depuis longtemps une tradition en matière diplomatique (le premier représentant du Québec à Paris étant nommé en 1882), il faut cependant attendre 1967 pour qu'une nouvelle impulsion soit donnée avec la création d'un ministère spécialement dédié aux

relations internationales. Parmi effectivement les États non souverains que sont la Catalogne, les Länder allemands, l'Écosse et la Belgique francophone, il est difficile d'en trouver un qui ait développé ses relations internationales autant que le Québec. À l'intérieur de celles-ci, l'axe franco-québécois apparaît comme le moteur de l'émergence de la Belle Province sur la scène diplomatique. Les Québécois sont par ailleurs à partir de cette époque particulièrement présents dans toutes les institutions de la francophonie et jouent même un rôle moteur dans leur création (cf. AUF). Cet article se propose donc de retracer la mise en place graduelle de cette politique diplomatique dans les années 1960 et 1970, en mettant l'accent sur ses antécédents, ses réalités et ses postérités ; mais aussi sur ses enjeux tant d'un point de vue canadien qu'international.

The emergence of the theme and of the world of the *Francophonie* is historically linked to the process of decolonization of the 1960s. At about the same time, Québec made its appearance on the international scene, completing the delineation of what we have called the *Francosphère* ever since. Québec had had a long tradition in diplomacy (the first representative of Québec in Paris was named in 1882), but it was not until 1967 that a new impetus was given with the creation of a ministry that was specially dedicated to international relations. Among the non-sovereign states such as Catalonia, the German Länder, Scotland and French-speaking Belgium, it is difficult to find one that has developed its international relations as much as Québec. Within these, it is the axis France-Québec that appears as the motor for the emergence of *La Belle Province* on the diplomatic scene. Since that date, the Québécois have been particularly present in all the institutions of the *Francophonie* and played a key role in their creation (cf. AUF). This article will trace the gradual development of this diplomatic policy in the 1960s and the 1970s, concentrating on its origins, its realities and its future developments; but also on its challenges as much from the Canadian as the international point-of-view.

INDEX

Keywords : Québec, decolonization, francosphère, diplomatic policy, institutions of the francophonie

Mots-clés : Québec, décolonisation, francosphère, politique diplomatique, institutions de la francophonie

AUTEUR

GWÉNAEL LAMARQUE

Chercheur associé au CEMMC de l'université Bordeaux 3
recherche.francophonie@laposte.net